

**Vive la mobilisation de la jeunesse et du prolétariat en Argentine !**  
**A bas la guerre impérialiste en Afghanistan !**  
**Pour une solution ouvrière à la crise !**  
**Pour la construction d'une organisation révolutionnaire de la jeunesse !**

La mobilisation de la jeunesse et du prolétariat en Argentine pose directement la question du pouvoir. A deux reprises cette mobilisation à caractère pré-révolutionnaire a abouti à la démission du président de la république : Fernando De La Rúa d'abord puis Adolfo Rodriguez Saa sept jour plus tard.

La jeunesse rejette ce pouvoir de voleurs et de corrompus qui pillent littéralement le pays. Avec une dette extérieure de 130 milliards de dollars l'Argentine traverse une crise économique profonde. Parmi les dix pays les plus riches du monde jusque dans les années 1950 l'Argentine est aujourd'hui en état de cessation de paiement. Pour tenter de rembourser cette dette énorme les dirigeants successifs du pays s'en sont pris aux acquis ouvriers, aux salaires, aux pensions... Aujourd'hui, selon Le Point du 4 janvier 2002, le taux de chômage s'élève à plus de 30 % de la population active, les fonctionnaires ont vu leurs traitements diminuer, les retraités perçoivent en moyenne moins de 150 euros par mois. Les trusts impérialistes (tels Carrefour, PSA, EDF-GDF pour la France ou Telefonica pour l'Espagne) refusent d'assumer les pertes engendrées notamment par la dévaluation du peso par rapport au dollar. Ils font pression sur le gouvernement argentin pour faire supporter ces pertes par les masses. C'est contre cette politique, contre les dirigeants péronistes et radicaux que les masses se sont mobilisées.

Cette crise économique, politique et sociale en Argentine se développe dans une situation où à l'échelle internationale la crise économique entraîne l'impérialisme américain - impérialisme dominant mais non hégémonique - à intervenir de plus en plus directement comme gendarme du monde capitaliste.

Dans un contexte de récession économique mondiale (avec crise économique ouverte aux États-Unis, en Argentine, au Japon...) les contradictions fondamentales entre les intérêts de la classe ouvrière et de la bourgeoisie sont exacerbées. C'est pour cela que l'impérialisme US engage une guerre sans merci contre quiconque se dresse devant lui, contre les intérêts de ses banques et de ses entreprises capitalistes.

La guerre en Afghanistan recouvre de ce point de vue plusieurs objectifs. Sur le plan intérieur, elle permet à la bourgeoisie US de redoubler ses coups contre le prolétariat américain : licenciements massifs, baisse des salaires, restrictions des libertés démocratiques... sur fond de " *God bless America* ".

Cette guerre permet également à l'impérialisme américain de réaffirmer sa position d'impérialisme dominant et de domestiquer les régimes politiques à travers le monde qui ne lui seraient plus complètement soumis (le régime des Talibans en Afghanistan, celui de S. Hussein en Irak...). Cela lui a permis aussi de consolider sa domination sur les régimes déjà inféodés tels le Pakistan ... qui a dû faire acte d'allégeance et remplir les conditions dictées par G.W. Bush sous peine d'être considéré comme « terroristes » et subir le même sort que l'Afghanistan. Dans cette opération impérialiste de " *guerre perpétuelle* " G.W. Bush a reçu le soutien politique des autres puissances impérialistes. Le Royaume-Uni, la France, le Japon... se sont rangés derrière les États-Unis.

Cette situation a des répercussions y compris au Moyen-Orient. A. Sharon en profite pour tenter d'en finir avec toute forme de résistance palestinienne à l'existence de l'État colonial d'Israël. Les chars et les bulldozers rasant village après village chaque foyer de résistance palestinienne. L'article édité dans ce présent numéro " *Cercle Révoltes du 5 avril 2001 : rapport sur la question de la Palestine* " montre une jeunesse palestinienne étouffée, sans issue politique, sans solution face à la misère dans laquelle l'enfonce l'État sioniste. Entre la police de " l'Autorité palestinienne " et les organisations religieuses ultra-réactionnaires du Hamas, la jeunesse et l'ensemble des Palestiniens ne possèdent aucune organisation qui défende son droit légitime à la constitution d'un État sur l'ensemble du territoire de Palestine et qui mette en avant les mots d'ordre " A bas État d'Israël, État colonialiste et artificiel ".

En France, le gouvernement que dirige Jospin prend prétexte de la “ *menace terroriste* ” pour renforcer l’État policier: plan Vigipirate renforcé, loi Vaillant, loi sur la présomption d’innocence... et poursuit et accélère les réformes mettant en cause les acquis ouvriers afin de faire face à la crise économique tout en soutenant politiquement l’intervention de l’impérialisme américain en Afghanistan au nom de la lutte contre le terrorisme. (Cf. le tract Révoltes publié dans ce bulletin)

La bourgeoisie française a bien compris que la crise économique mondiale exacerbe les contradictions entre les classes sociales. Mais elle bénéficie de la complicité des dirigeants du mouvement ouvrier (PS, PCF, CGT, FO, FSU, UNEF). Tous ont soutenu la guerre impérialiste en Afghanistan à laquelle s’est associé l’impérialisme français, au nom de la lutte contre le terrorisme en général ; ils ont délibérément fait l’amalgame entre l’attaque du 11 septembre à New York attribuée à un ancien agent de la CIA, Ben Laden et des actions de résistance, telles la résistance à la colonisation sioniste en Palestine que l’impérialisme qualifie de « terroristes ».

A l’inverse, le combat contre la guerre impérialiste en Afghanistan nécessitait que les dirigeants du mouvement ouvrier et notamment les dirigeants des confédérations CGT, FO, des fédérations (FSU), des syndicats (UNEF) organisent le boycott physique de l’envoi des troupes et du matériel militaire français et qu’ils appellent à la tenue d’une puissante manifestation au ministère des armées pour interdire l’envoi des troupes françaises.

Dans le même temps, aucune action de masse n’a été organisée par les dirigeants CGT, FO, FSU et UNEF en direction de la majorité PS et PCF qui siège à l’Assemblée Nationale contre le renforcement de l’État policier, contre la loi Vaillant.

En 1998, la mobilisation de la jeunesse en Indonésie a chassé le dictateur Suharto, en 2001 la jeunesse algérienne a tenté de centraliser son combat contre la junte militaire et le gouvernement Bouteflika. En Algérie, en Palestine, en Argentine ce n’est pas la mobilisation des masses qui fait défaut mais le manque de perspectives politiques et en définitive l’absence d’une Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse, l’absence de Parti Ouvrier Révolutionnaire dont le programme politique axé sur le socialisme réponde à la question du pouvoir, réponde à la question de comment en finir avec le capitalisme afin d’organiser la production pour satisfaire les besoins des masses et non plus pour engendrer le profit et l’accumulation du capital.

En France également il n’existe pas d’Organisation Révolutionnaire de la Jeunesse (ni de Parti Ouvrier Révolutionnaire) qui défende un tel programme. Le bulletin Révoltes, les réunions de cercles autour de ce bulletin, entendent contribuer à l’organisation des jeunes étudiants ou travailleurs, avec l’objectif de construire une telle organisation .

Le 29 janvier 2002